

PRÉFET DE LA DRÔME

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement  
Unité territoriale Drôme-Ardèche

Affaire suivie par : Catherine LOEWENGLUTH  
Tél : 04 75 82 46 46  
Fax : 04 75 82 46 49  
courriel : catherine.loewengluth@developpement-durable.gouv.fr

Préfecture  
Direction des collectivités et de l'utilité publique  
Bureau des enquêtes publiques

Affaire suivie par : Sonia BONNET  
Tél : 04 75 79 28 48  
Fax : 04 75 79 28 55  
courriel : sonia.bonnet@drome.pref.gouv.fr  
courriel du BEP : pref-aucvues-publiques@drome.gouv.fr

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n°201350013 du 15 MAI 2013**  
**portant autorisation d'exploiter des installations classées**  
**pour la protection de l'environnement**  
**Société DELMONICO DOREL à ANNEYRON**

Le Préfet de la Drôme  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le code de l'environnement, LIVRE V titre I<sup>er</sup>, et LIVRE II titre I,
- VU le code du patrimoine, LIVRE V titre 3,
- VU la nomenclature des installations classées, et notamment les rubriques 2510-1 et 2515-1,
- VU le code du travail,
- VU le code minier,
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,
- VU l'arrêté ministériel du 09 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées,
- VU l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage relevant du régime de l'enregistrement ;
- VU l'arrêté préfectoral n°4589 du 5/08/1981, autorisant la société d'exploitation des Carrières DELMONICO DOREL à exploiter une carrière à ciel ouvert, en terre ferme, de sables et graviers, sur le territoire de la commune d'Anneyron, au lieu-dit « Berne et Gragnotte », sur une superficie d'environ 4 ha et pour une durée de 12 ans,
- VU l'arrêté préfectoral n°649 du 12/03/1993, renouvelant l'autorisation accordée par arrêté préfectoral n°4589, pour une durée de 20 ans à compter du 5/08/1993 au bénéfice de la société DELMONICO DOREL, et limitant l'exploitation en profondeur au niveau - 15 mètres,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2973 du 8/06/1999 relatif à la mise en place des garanties financières sur le territoire de la commune d'Anneyron au lieu-dit « Berne et Gragnotte » par la société Carrières DELMONICO DOREL pour la carrière à ciel ouvert,
- VU la demande déposée le 4 novembre 2011 et complétée le 15 mars 2012, par laquelle la société DELMONICO DOREL S.A.S. sollicite l'autorisation d'exploiter une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune d'Anneyron, au lieu-dit « Berne et Gragnotte », sur une superficie de 14 ha 08 a 02 ca et pour une durée de 30 ans, et une activité de concassage-criblage des matériaux,
- VU l'arrêté préfectoral n°2012145-0014 du 24 mai 2012 portant mise à l'enquête publique du 25 juin au 25 juillet 2012 la demande susvisée,
- VU le PLU de la commune d'ANNEYRON, approuvé le 16 décembre 2010,
- VU les plans, renseignements, engagements joints à la demande susvisée, et notamment l'étude d'impact,
- VU les avis et observations exprimés au cours de l'enquête réglementaire,

VU l'avis favorable du commissaire enquêteur en date du 10/08/2012,  
VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 07/02/2013,  
VU l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites en date du 26 février 2013,  
VU le schéma départemental des carrières du département de la Drôme, approuvé par arrêté préfectoral n° 3991 du 17 juillet 1998 ;

CONSIDERANT en particulier que des mesures sont prévues afin de préserver et de favoriser la faune à valeur patrimoniale ;

CONSIDERANT par ailleurs que des dispositions sont prévues pour préserver la qualité des eaux, ainsi que pour limiter les émissions sonores et les émissions de poussières ;

CONSIDERANT ainsi que les prescriptions du présent arrêté constituent une protection suffisante contre les dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement, pour la conservation des sites et des monuments,

Le demandeur consulté,

**SUR PROPOSITION** de madame la secrétaire générale de la préfecture de la Drôme,

#### **ARRÊTE :**

#### **TITRE I – DONNEES GENERALES A L'AUTORISATION**

##### **Article 1<sup>er</sup> : Autorisation**

La société **DELMONICO DOREL S.A.S.**, située à « La Ravicole », 26140 ANDANCETTE, est autorisée sous réserve du strict respect des prescriptions du présent arrêté à exploiter les activités désignées ci-après, sur le territoire de la commune d'Anneyron, au lieu-dit « Berne et Gragnotte », sur une superficie de 14 ha 08 a 02 ca dans les limites définies sur le plan joint en annexe 2 au présent arrêté.

NATURE DE L'ACTIVITE	VOLUME DE L'ACTIVITE	RUBRIQUE	CLASSEMENT
Exploitation d'une carrière	Production maximale : 120 000 t/an	2510-1	Autorisation
Installation de traitement des matériaux (concassage, criblage)	Puissance installée : 550 kW	2515-1	Enregistrement

Le présent arrêté vaut autorisation au titre du Livre II, titre Ier « Eau et Milieux aquatiques » du code de l'environnement.

L'autorisation est accordée aux conditions du dossier de la demande et sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

Les prescriptions du présent arrêté sont applicables immédiatement à l'exception de celles pour lesquelles un délai est explicitement prévu. La mise en application, à leur date d'effet, de ces prescriptions entraîne l'abrogation de toutes les dispositions contraires ou identiques qui ont le même objet.

##### **Article 2 : Caractéristiques de l'autorisation**

Les parcelles concernées par la carrière sur la commune d'Anneyron au lieu-dit « Berne et Gragnotte » sont les suivantes :

Précédemment autorisées :

Section	N° de parcelle	Superficie (en m²)
ZB	48pp	18 370 m²
	156	16 790 m²
	158	2 190 m²

soit une superficie en renouvellement de 37 350 m².

(pp : pour partie)



Nouvellement autorisées :

Section	N° de parcelle	Superficie (en m <sup>2</sup> )
ZB	47	7 090 m <sup>2</sup>
	190	7 115 m <sup>2</sup>
	191	2 315 m <sup>2</sup>
AB	1	12 540 m <sup>2</sup>
	2	10 360 m <sup>2</sup>
	3	7 160 m <sup>2</sup>
	4	7 950 m <sup>2</sup>
	5	9 145 m <sup>2</sup>
	10	4 727 m <sup>2</sup>
	12	5 630 m <sup>2</sup>
	13	4 620 m <sup>2</sup>
	87	2 595 m <sup>2</sup>
	88	2 315 m <sup>2</sup>
	89	8 788 m <sup>2</sup>
	91	8 787 m <sup>2</sup>
	92	2 315 m <sup>2</sup>

soit une superficie en extension de 103 452 m<sup>2</sup>.

L'autorisation d'exploiter la carrière est accordée pour une durée de 30 ans à compter de la notification du présent arrêté remise en état incluse.

L'autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites du droit à propriété du bénéficiaire et des contrats de forage dont il est titulaire.

La carrière doit être implantée, exploitée et remise en état conformément aux plans et données contenus dans le dossier de la demande en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

La présente autorisation vaut pour une exploitation de sables et graviers devant conduire en fin d'exploitation à la restitution d'une zone agricole.

La hauteur moyenne de la découverte est de 0,60 m.

L'épaisseur moyenne exploitable est de 20 m.

La cote limite en profondeur est de 147,8m NGF (à l'Ouest) et 152,8m NGF (à l'Est).

Les réserves estimées exploitables dans la limite du périmètre autorisé sont de 3 000 000 tonnes environ, la production maximale annuelle autorisée est de 120 000 tonnes, avec une production moyenne d'environ 90 000 tonnes/an.

## TITRE II – REGLEMENTATIONS GENERALES ET DISPOSITIONS PRELIMINAIRES

### Article 3 : Réglementation

#### 3.1 - Réglementation générale

Les dispositions réglementaires des textes ci-après sont applicables à cette exploitation :

- l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,
- l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### 3.2 - Police des carrières

L'exploitant est également tenu de respecter les dispositions prescrites par :

- le décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières en application du code minier,
- le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié portant Règlement Général des Industries Extractives (RGIE) et complétant ou adaptant le code du travail.

### Article 4 : Directeur technique - Consignes- Prévention- Formation

Le titulaire de l'autorisation d'exploiter doit, avant le début des travaux d'extraction autorisés au titre du présent arrêté, déclarer au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement :

- le nom de la personne physique chargée de la direction technique des travaux,

- le nom de l'organisme extérieur de prévention auquel il choisit de recourir, ou l'organisation de la structure fonctionnelle mise en place pour la prévention en matière de sécurité et de santé au travail,
  - les entreprises extérieures éventuellement chargées de travaux et de tout ou partie de l'exploitation.
- Il rédige par ailleurs le document de sécurité et de santé, les consignes, fixe les règles d'exploitation, d'hygiène et de sécurité. Il élabore les dossiers de prescriptions visés par les textes.
- Il porte le document de sécurité et de santé, les consignes et dossiers de prescriptions à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être et des entreprises extérieures visées ci-dessus, les tient à jour, et réalise une analyse annuelle portant sur leur adéquation et sur leur bonne application par le personnel.
- Une formation à l'embauche et une formation annuelle adaptées seront assurées à l'ensemble du personnel.
- Le bilan annuel des actions menées dans les domaines de la sécurité et de la protection de l'environnement, la liste des participants à ces actions et formations est tenu à la disposition de la DREAL.

#### **Article 5 : Clôtures et barrières**

Une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de l'autorisation, doit être installée sur le pourtour de la zone d'extraction.

L'entrée de la carrière sera matérialisée par un dispositif mobile, interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation.

#### **Article 6 : Dispositions préliminaires**

Avant de débiter les travaux d'extraction, l'exploitant doit :

- réaliser les travaux préalables prévus aux articles 5 et 6.1 à 6.4 du présent arrêté,
- fournir le document établissant la constitution des garanties financières prévues à l'article 15,
- faire connaître au préfet la date de mise en service de l'exploitation.

##### **6.1 - Information du public**

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

##### **6.2 - Bornage**

Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer :

- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation,
- le cas échéant, des bornes de nivellement.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

##### **6.3 - Eaux de ruissellement**

Les eaux pluviales seront dirigées vers les points bas du site où elles s'évaporeront et s'infiltreront.

##### **6.4 - Accès de la carrière**

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique et conformément au dossier de demande.

L'accès à la carrière est contrôlé durant les heures d'activité.

### **TITRE III - EXPLOITATION**

#### **Article 7 : Dispositions particulières d'exploitation**

##### **7.1 - Défrichage, décapage des terrains**

Le déboisement et le défrichage éventuels, sont réalisés par phases progressives correspondant aux besoins de l'exploitation.

Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation. Il est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.

Le décapage des terrains est effectué uniquement durant les mois d'octobre à février.

L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état.

Le pétitionnaire prend toute disposition pour limiter et maîtriser le développement d'essences exotiques envahissantes (ambrosie...) sur le site.



### **7.2 - Patrimoine archéologique**

Tout découverte fortuite de vestiges archéologiques sera signalée immédiatement au Service régional de l'archéologie, conformément à l'article L 531-14 du code du patrimoine, ainsi qu'à la mairie, avec copie à l'inspection des installations classées.

### **7.3 - Épaisseur d'extraction**

L'extraction sera limitée en profondeur à la cote NGF de 147,8 m à l'Ouest et 152,8m NGF à l'Est, pour une épaisseur d'extraction maximale de 22 m et à 3 mètres au-dessus du niveau des plus hautes eaux.

### **7.4 - Abattage à l'explosif**

Les tirs de mine sont interdits.

### **7.5 - Conduite de l'exploitation**

L'exploitation sera conduite suivant la méthode et le phasage définis ci-après :

- décapage de la découverte,
- extraction des matériaux,
- traitement des matériaux dans des installations de concassage et criblage,
- transport,
- réaménagement coordonné à l'exploitation.

Le plan de phasage de l'exploitation est joint au présent arrêté en annexe n°3.

L'exploitant s'assure que les terres de découverte mises en dépôt et destinées à la remise en état de la carrière, à la constitution de merlons ou à la réalisation et l'entretien de pistes de circulation, ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. Il étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

L'exploitant doit établir, avant le début de l'exploitation, un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière, conformément aux dispositions de l'article 16 bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié susvisé. Le plan de gestion est révisé tous les cinq ans ainsi que dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation, de nature à entraîner une modification substantielle des éléments de ce plan. Il est transmis à l'inspection des installations classées.

### **7.6 - Distances limites et zones de protection**

L'accès aux zones dangereuses des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent et le danger est signalé par des pancartes.

Le bord de l'excavation est maintenu à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise avec un minimum de 10 mètres, et les extractions doivent être réalisées dans la limite du périmètre exploitable figurant sur l'annexe 3 au présent arrêté.

De plus, l'exploitation à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance telle que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

L'exploitant doit prendre toutes dispositions d'usage pour les travaux au voisinage des lignes électriques et des canalisations enterrées.

### **7.7 - Milieu naturel**

Outre la période mentionnée à l'article 7.1 à respecter pour le décapage, les dispositions suivantes doivent être prises concernant le milieu naturel :

- dès la première phase d'exploitation, une mare sera créée dans la partie Nord-Ouest du site. Elle sera conservée pendant toute la durée de l'exploitation et après le réaménagement final.
- la végétalisation des talus et la réalisation d'une trame bocagère en pied des talus seront réalisées au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation.
- des fronts favorables à la nidification du Guêpier d'Europe, exposés au sud, seront aménagés en cours d'exploitation et maintenus lors du réaménagement du site.
- les mesures nécessaires à la lutte contre l'implantation et le développement de l'ambrosie sont prises en application de l'arrêté préfectoral n°2011201-0033 du 20/07/2011. En particulier, les terrains serontensemencés au fur et à mesure de leur remise en état pour éviter la prolifération des espèces invasives.



### **7.8 - Aspect paysager**

Des merlons végétalisés de 3 mètres de hauteur minimum seront maintenus en limite de carrière tout au long de l'exploitation selon le plan joint au présent arrêté en annexe 4. Le reste de la limite de propriété sera muni d'un écran végétal d'essences variées et de différentes strates arborées (arborescentes et arbustives) à l'aspect naturel.

### **7.9 - Registres et plans**

Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.

Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre,
- les bords de la fouille,
- les pentes des pistes,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- les zones remises en état,
- les éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

## **TITRE IV - REMISE EN ETAT**

### **Article 8 :**

La remise en état du site vise une reconversion en zone agricole.

Elle sera réalisée de manière coordonnée à l'exploitation. Elle consistera en deux types de travaux :

- des travaux de terrassement pour niveler la plate-forme basale, tailler les talus (pente à 45°) et régaler les terres de découverte,
- des travaux de végétalisation pour enherber et planter les talus.

Le carreau agricole, créé entre la cote 149 m NGF et 154 m NGF, sera nivelé pour lui conférer une légère pente. Il permettra la création d'un point bas où se trouveront les points d'eau temporaires.

Les fronts d'exploitation seront talutés, à l'aide de matériaux inertes extérieurs, au fur et à mesure de l'exploitation, afin d'assurer leur stabilité. Ils présenteront une pente finale à 45° maximum. Une falaise à guépiers d'Europe, plus abrupte, sera créée sur une partie du talus Nord du site.

Les talus nouvellement créés seront plantés d'arbres et une haie basse sera aménagée en limite des parcelles agricoles. Les plantations seront réalisées avec des essences locales, adaptées aux conditions du talus, en mélangeant plusieurs essences.

Par ailleurs, les stocks seront évacués, ainsi que le matériel de traitement des matériaux.

Les piézomètres, utilisés en période d'exploitation pour le contrôle de la qualité des eaux souterraines, seront conservés après la remise en état.

Les plans de remise en état sont joints au présent arrêté en annexes n°5 et 6.

### **8.1 - Cessation d'activité définitive**

Lors de la mise à l'arrêt définitif de l'exploitation et au plus tard 6 mois avant la date d'expiration de l'autorisation, l'exploitant notifie au Préfet la cessation d'activité, conformément aux articles R.512-39-1 du code de l'environnement.

Cette notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site, notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux ainsi que des déchets présents sur le site ;
- les interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Elle est accompagnée des pièces suivantes :

- un plan topographique à jour des terrains d'emprise de l'installation accompagné de photographies,
- un mémoire sur l'état du site. Ce mémoire précisera les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site, et devra comprendre notamment :



- les mesures de maîtrise des risques liés aux sols,
- les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur,
- en cas de besoin, la surveillance à exercer,
- les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées le cas échéant des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

## **8.2 - Remblayage**

Le remblayage de la carrière est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne doit pas nuire à la qualité du sol, compte-tenu du contexte géochimique local, ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Lorsque le remblayage est réalisé avec apport de matériaux extérieurs (déblais de terrassements, matériaux de démolition...), ceux-ci doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes.

Pour ces opérations de remblaiement, l'exploitant devra respecter les prescriptions annexées au présent arrêté (annexes 7, 8 et 9).

## **TITRE V - PRÉVENTION DES POLLUTIONS**

### **Article 9 - Dispositions générales**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence. Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

### **Article 10 - Pollution des eaux**

#### **10.1 - Prévention des pollutions accidentelles**

I - Le ravitaillement en carburant des engins est réalisé sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche, raccordée à un séparateur à hydrocarbures permettant la récupération totale des liquides polluants. De plus, le ravitaillement est effectué au moyen d'un pistolet conforme aux normes en vigueur et comportant un dispositif d'arrêt automatique.

Aucune opération d'entretien des engins et véhicules n'est effectuée sur le site de la carrière, sauf en cas de panne.

Les engins et véhicules sont régulièrement vérifiés et entretenus.

II - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est interdit sur le site.

III - Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

#### **10.2 - Prélèvement d'eau**

Aucun prélèvement d'eau ne sera effectué dans le milieu naturel hormis à des fins de secours incendie.

#### **10.3 - Rejets d'eau dans le milieu naturel**

Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la température est inférieure à 30°C ;
- les matières en suspensions totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NFT 90 105) ;
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90 101) ;
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NFT 90 114).



Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures. En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

#### **10.4 - Contrôles**

Un relevé du niveau de la nappe sera effectué mensuellement grâce aux 3 piézomètres présent sur le site (plan d'implantation joint en annexe 9).

La mise en place de ces piézomètres devra respecter les dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié fixant les prescriptions générales applicables pour la réalisation et la mise hors service des piézomètres.

Par ailleurs, une analyse de la qualité des eaux de la nappe sera effectuée annuellement par un organisme agréé par prélèvement dans les 3 piézomètres situés en périphérie de l'exploitation (1 amont et 2 aval). Ces contrôles porteront sur les paramètres suivants : le pH, la température, la conductivité, l'oxygène dissous, la demande chimique en oxygène (DCO), les matières en suspension (MES), les hydrocarbures, les sulfates ( $\text{SO}_4^{2-}$ ), le fer total (Fe), les métaux lourds, les chlorures, les fluorures, l'indice phénol, COT, PCB et HAP.

Les résultats du suivi piézométrique et des analyses d'eau seront tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées et du service en charge de la police de l'eau.

En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constaté par l'exploitant, l'inspection des installations classées est informée et les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres.

Si l'évolution défavorable est confirmée, un plan de surveillance renforcée sera mis en place, il fera l'objet de rapports circonstanciés sur les résultats obtenus.

Les résultats des mesures relatives aux eaux souterraines sont conservés par l'exploitant à minima jusqu'à la survenance du procès-verbal de récolement de la carrière.

#### **Article 11 - Pollution de l'air**

L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. En particulier, les pistes de circulation et aires de manœuvre des engins seront régulièrement entretenues et arrosées autant que nécessaire en période sèche.

Une campagne de mesure d'empoussiérage sera réalisée dès la première année d'exploitation dans le voisinage du site, puis périodiquement.

#### **Article 12 - Incendie et explosion**

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

#### **Article 13 - Déchets**

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.

#### **Article 14 - Bruits et vibrations**

L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

##### **14.1 - Bruits**

L'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement est applicable à cette exploitation.



Les émissions sonores émises par l'installation ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementaire, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles précisées dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 19 h	Période allant de 19 h à 7 h et les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	Les travaux ne sont pas autorisés dans ces périodes.
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	

De plus, les niveaux de bruit en limite de propriété de l'installation ne devront pas dépasser 70 dB(A) sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière, doivent être conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

Un contrôle des niveaux sonores doit être effectué dès le début des travaux et ensuite périodiquement, notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées.

#### 14.2. - Vibrations

Les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

### TITRE VI - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

#### Article 15 : Garanties financières

Avant de débiter les travaux d'extraction autorisés au titre du présent arrêté, l'exploitant doit fournir le document attestant la constitution des garanties financières dont le montant et les modalités d'actualisation sont fixés dans l'annexe n° 10, jointe au présent arrêté.

#### Article 16 : Modification

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation ou des prescriptions du présent arrêté sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

#### Article 17 : Accident ou incident

Indépendamment de la déclaration d'accident prévue par les dispositions de police visées à l'article 3.2 ci-dessus, tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement devra être signalé immédiatement à l'inspecteur des installations classées.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'inspecteur des installations classées n'en a pas donné son accord et, s'il y a lieu, après autorisation de l'autorité judiciaire, indépendamment des dispositions de police prévues par le R.G.I.E.

#### Article 18 : Contrôles et analyses

L'inspecteur des installations classées pourra demander que des prélèvements, des contrôles ou des analyses soient effectués par un organisme indépendant, dont le choix sera soumis à son approbation, s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté ; les frais occasionnés par ces interventions seront supportés par l'exploitant.

Il pourra demander en cas de nécessité la mise en place et l'exploitation aux frais de l'exploitant d'appareils pour le contrôle des émissions, des bruits, des vibrations ou des concentrations des matières polluantes dans l'environnement.



**Article 19 : Enregistrements, rapports de contrôle et registres**

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté seront conservés à la disposition de l'inspecteur des installations classées qui pourra, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

**Article 20 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un contentieux de pleine juridiction auprès du tribunal administratif de Grenoble. Conformément à l'Article R 514-3-1 du Code de l'Environnement, il peut être déféré au tribunal administratif de Grenoble :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du Code de l'Environnement dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

**Article 21 : Droit des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés. L'exploitant devra observer les prescriptions du présent arrêté sous réserve de ce droit.

**Article 22 : Pénalités**

En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le bénéficiaire du présent arrêté pourra faire l'objet des sanctions prévues à l'article L514-1 du code de l'environnement indépendamment des condamnations à prononcer par les tribunaux compétents.

**Article 23 : Notification au pétitionnaire**

Le présent arrêté sera notifié au responsable de la DELMONICO DOREL. Le pétitionnaire devra être à tout moment en possession de son arrêté d'autorisation et le présenter à toute réquisition.

**Article 24 : Affichage dans l'établissement**

Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, est affiché de façon visible et permanente dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

**Article 25 : Mesures de publicité**

Conformément à l'Article R512-39 du Code de l'Environnement,

I.- en vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie d'ANNEYRON et peut y être consultée ;

2° Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les motifs et considérants principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la mairie de d'ANNEYRON pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ; le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pour une durée identique ;

3° Le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation ;

4° Une copie de l'arrêté est adressée à chaque conseil municipal, général, ou régional ayant été consulté ;

5° Un avis est inséré, par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département ou tous les départements intéressés.

II.-A la demande de l'exploitant, certaines dispositions de l'arrêté peuvent être exclues de la publicité prévue par le présent article lorsqu'il pourrait en résulter la divulgation de secrets de fabrication.



III.-Lorsque le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail a été consulté en application de l'article R. 512-24, il est informé par le chef d'établissement des arrêtés pris à l'issue de ces consultations.

**Article 26 : Exécution**

Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Drôme, Monsieur le maire d'ANNEYRON et Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée :

- à Monsieur le directeur de la société Delmonico Dorel ;
- à Monsieur le maire d'ANNEYRON ;
- au directeur départemental des territoires ;
- à la directrice départementale de la protection des populations ;
- au délégué territorial de l'agence régionale de santé ;
- au directeur régional des affaires culturelles ;
- à la chef du service territorial de l'architecture et du patrimoine ;
- au chef du service interministériel de défense et de protection civiles ;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Le Préfet,

Pour le Préfet, par délégation,  
La Secrétaire Générale



Clément LICA





## **ANNEXES 1 à 10**

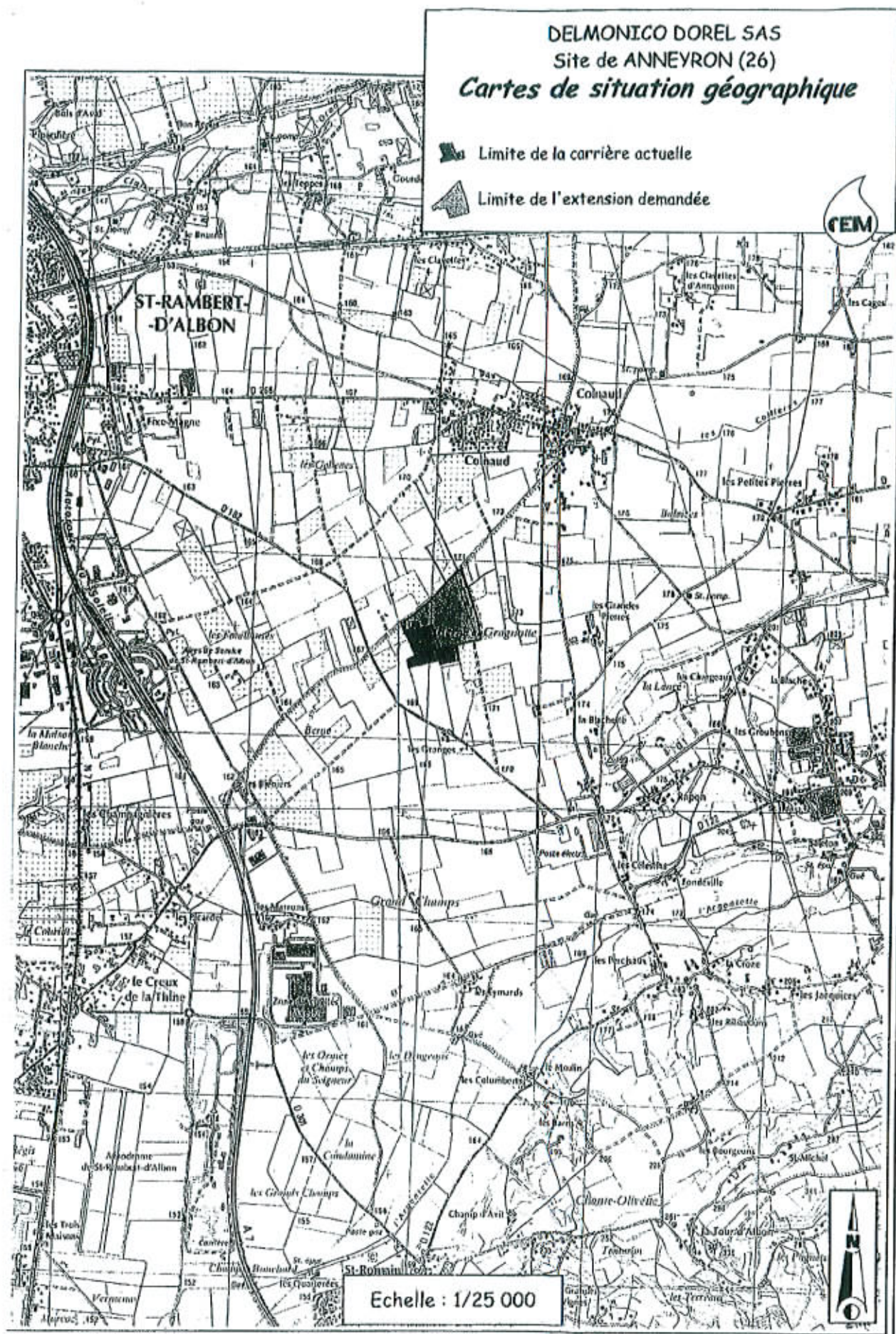
à l'arrêté préfectoral n° 2013 135 -0017 portant autorisation d'exploiter une ICPE

**Société DELMONICO DOREL à ANNEYRON**





ANNEXE N° 1 à l'Arrêté Préfectoral n° 2013 135.00-17 du 15 MAI 2013  
Carrière de la société DELMONICO DOREL à ANNEYRON







# ANNEXE N° 2 à l'Arrêté Préfectoral n° 2013 135. 0017

Du 15 MAI 2013

Carrière de la société  
DELMONICO DOREL à ANNEYRON

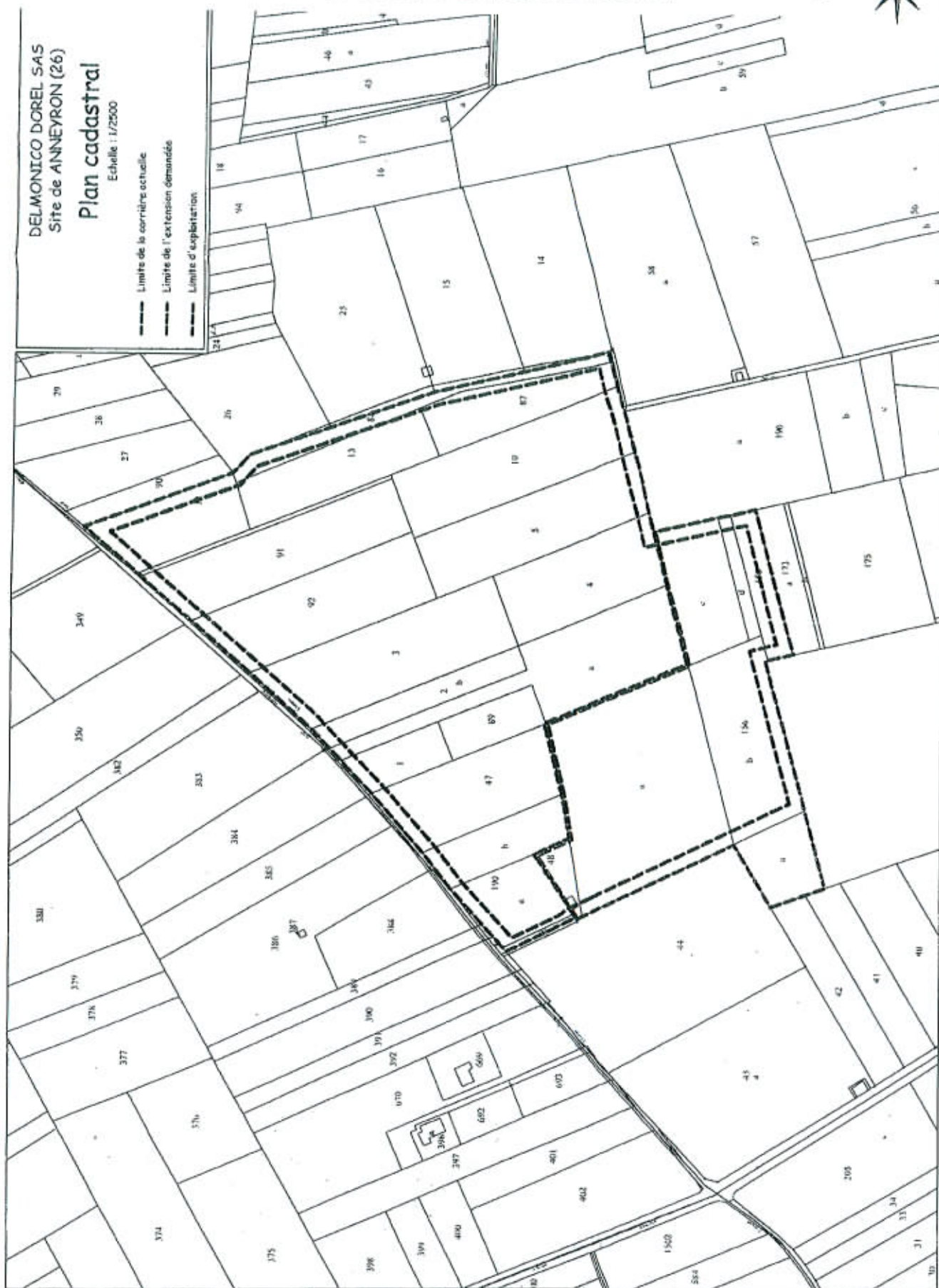


DELMONICO DOREL SAS  
Site de ANNEYRON (26)

Plan cadastral

Echelle : 1/25000

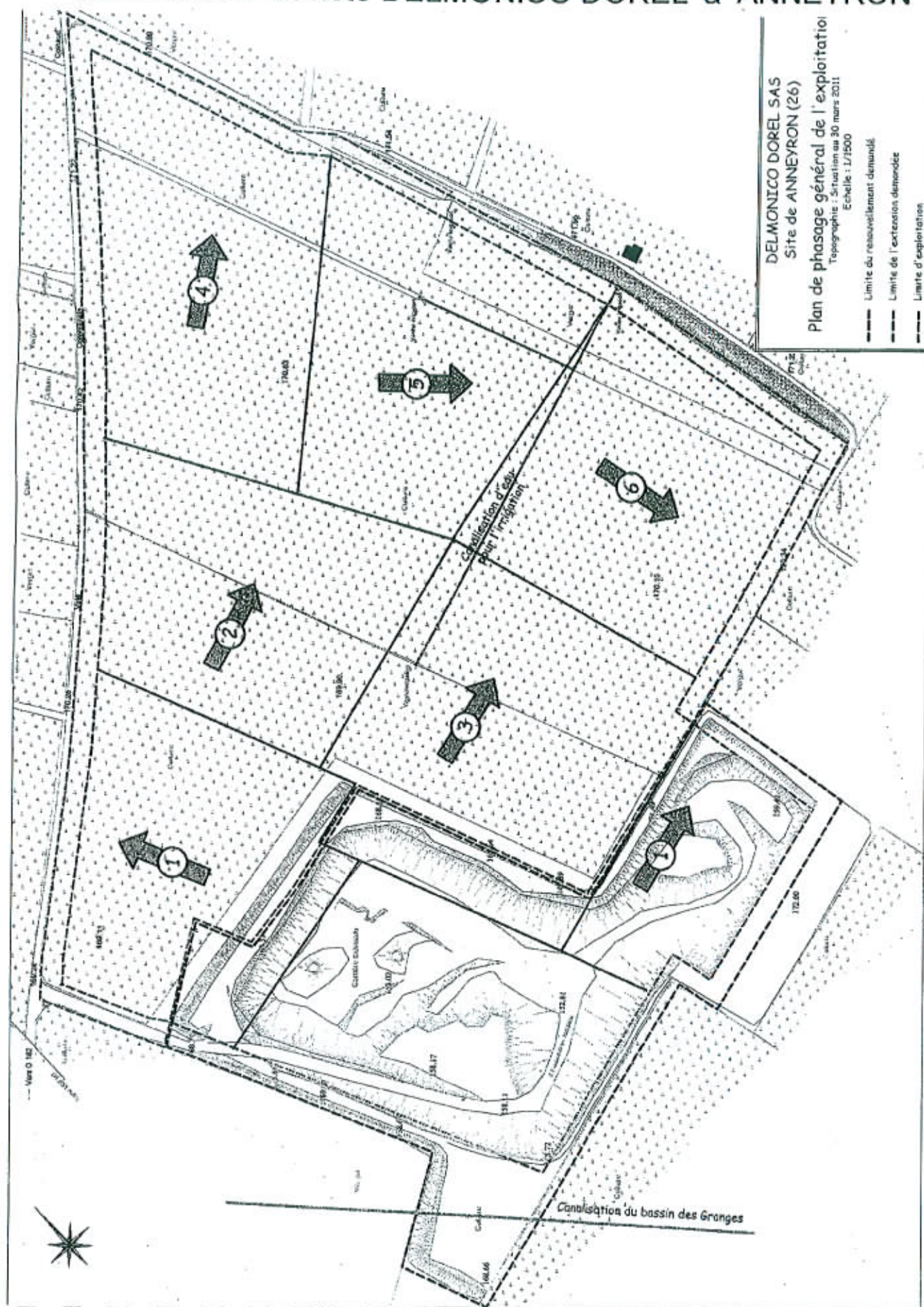
- Limite de la carrière actuelle
- Limite de l'extension demandée
- Limite d'exploitation







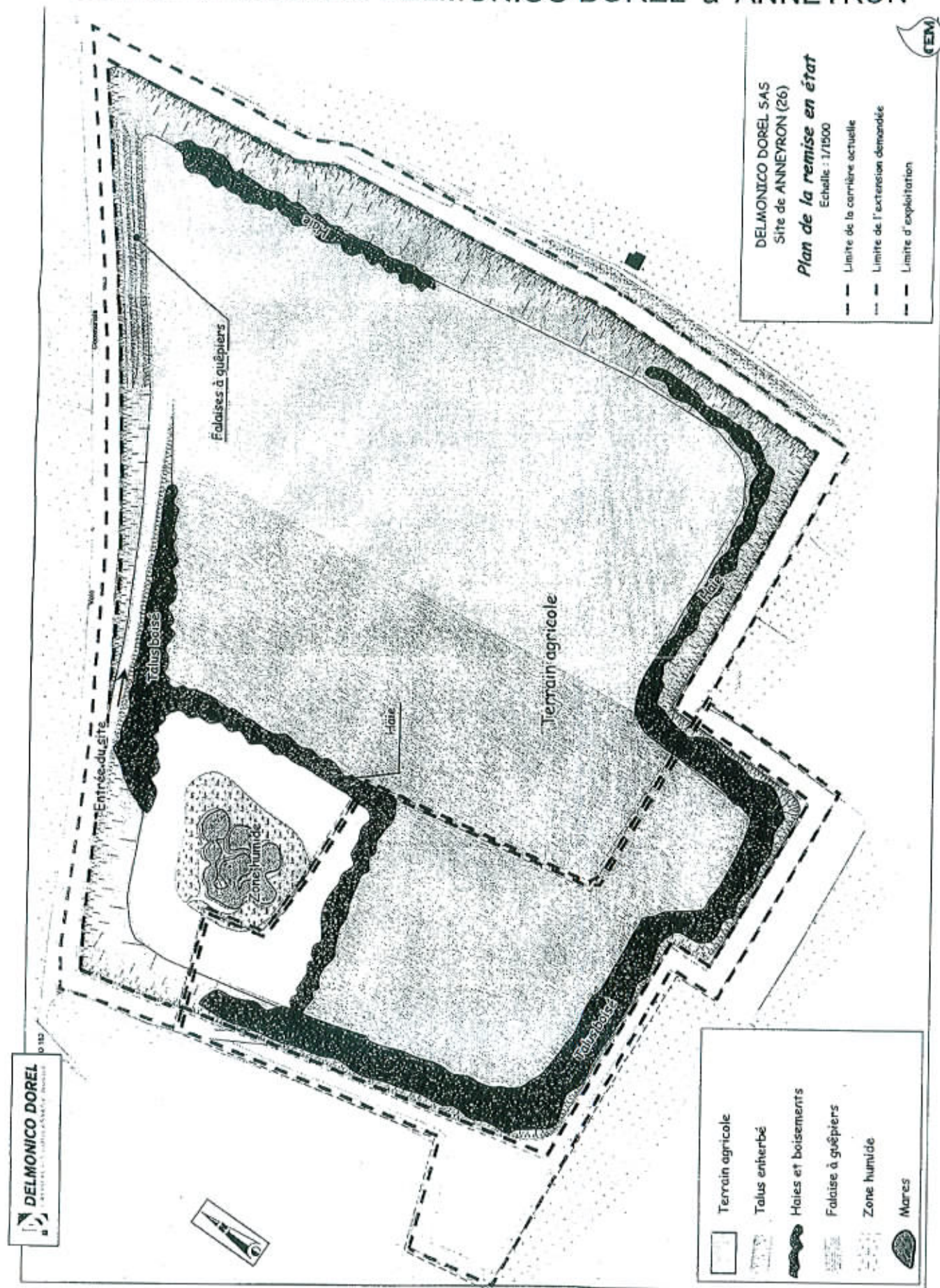
ANNEXE N° 3 à l'Arrêté Préfectoral n° 2013135 du 15 MAI 2013  
Carrière de la société DELMONICO DOREL à ANNEYRON







ANNEXE N° 5 à l'Arrêté Préfectoral n° 2013135\_2017 du 15 MAI 2013  
Carrière de la société DELMONICO DOREL à ANNEYRON





Dear \_\_\_\_\_,

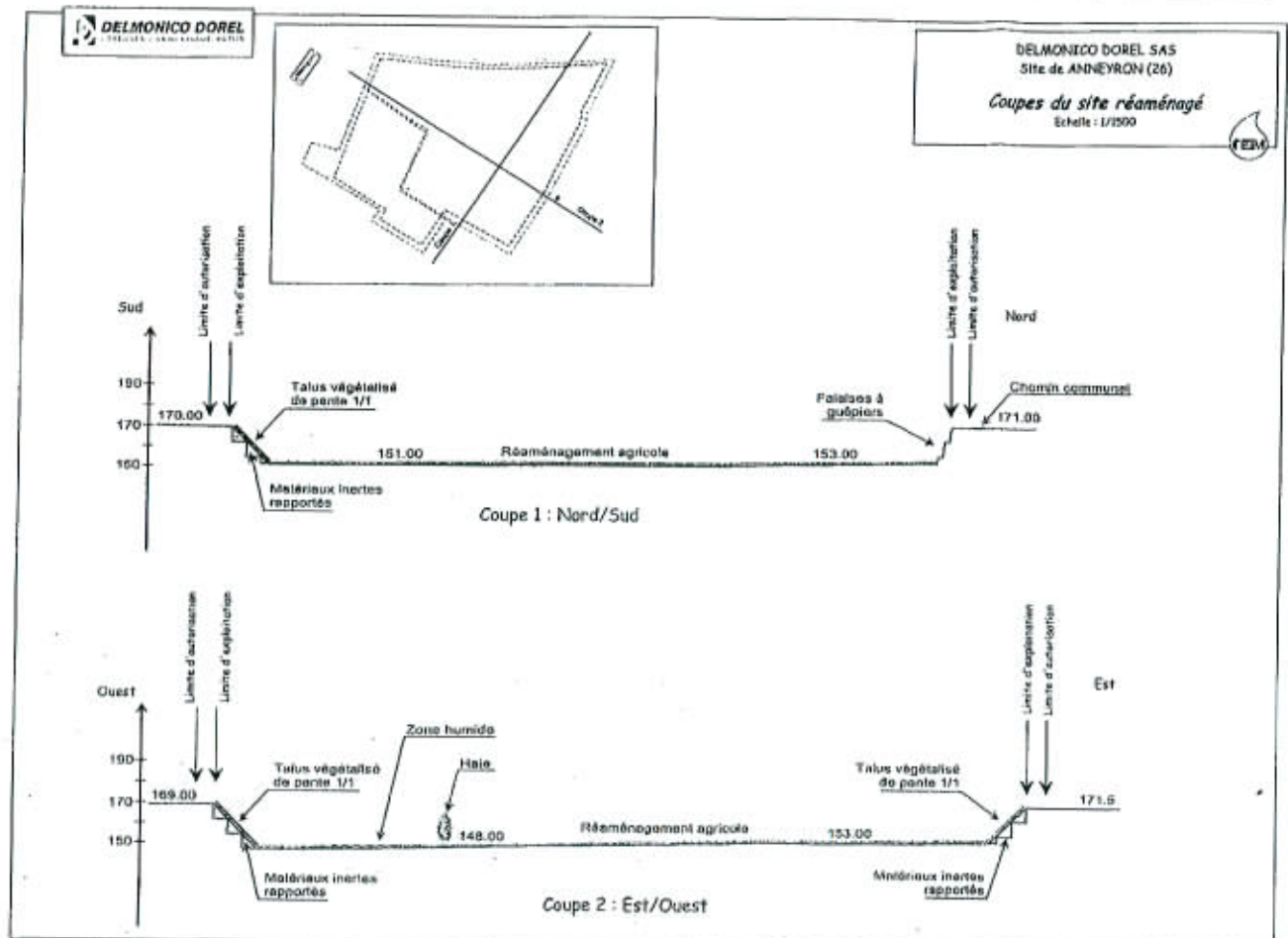
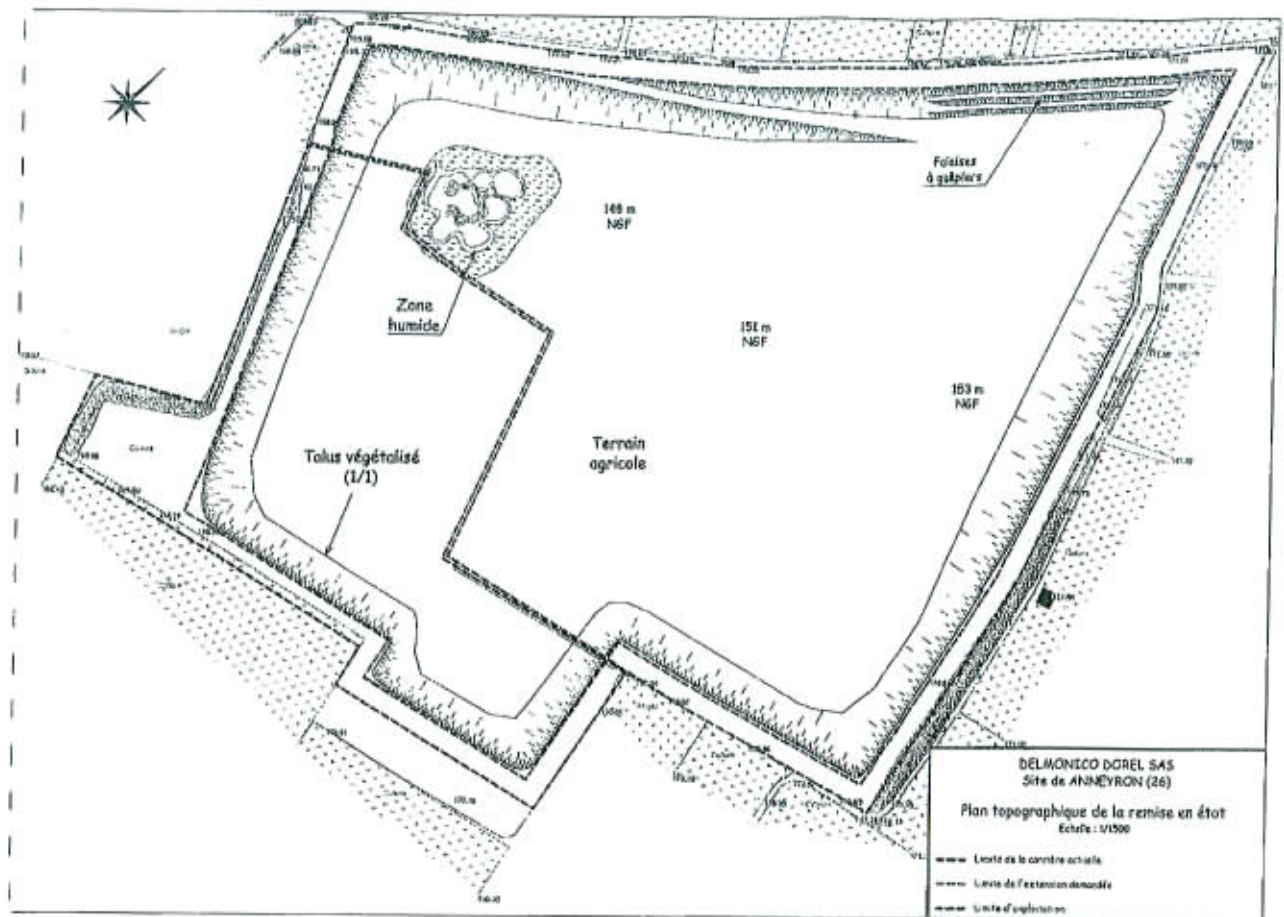
I am writing to you to inform you that your application for the position of \_\_\_\_\_ has been received. We are currently reviewing all applications and will contact you again if we are interested in your qualifications.

Thank you for your interest in our organization. We appreciate your time and effort.

Sincerely,

\_\_\_\_\_

**ANNEXE N° 6 à l'Arrêté Préfectoral n° 2013135-0017 du 15 MAI 2013**  
**Carrière de la société DELMONICO DOREL à ANNEYRON**







**ANNEXE N° 7**  
**à l'Arrêté Préfectoral n° 2013135-0017 du 15 MAI 2013**  
**Carrière de la société DELMONICO DOREL sur la commune d'ANNEYRON**

**PRESCRIPTIONS RELATIVES AU REMBLAYAGE DE LA CARRIERE**

**Exploitation du site**

1. L'exploitant tient à jour un plan d'exploitation des zones de remblayage. Ce plan coté en plan et altitude permet d'identifier les parcelles où sont entreposés les différents matériaux.

Ce plan topographique permet de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant au registre visé au paragraphe 10.

2. L'exploitation est effectuée par tranches successives dont le réaménagement est coordonné. Le stockage des déchets est réalisé de préférence par zone peu étendue et en hauteur afin de limiter la partie superficielle des remblais soumises aux intempéries.

3. L'exploitant affiche en permanence de façon visible à l'entrée de l'installation un avis énumérant les types de déchets inertes admissibles.

4. Un réseau de surveillance des eaux souterraines et des analyses périodiques seront mis en place selon les prescriptions de l'article 10.4 de l'arrêté.

5. L'exploitant installe à proximité du lieu de déchargement des camions un container recueillant les déchets non autorisés à condition qu'ils soient présents en faible quantité. L'exploitant évacue ces déchets vers les filières de traitement adaptées.

**Conditions d'admission**

6. Les déchets inertes énumérés ci dessous sont admissibles pour le remblayage de la carrière:

CODE (*)	DESCRIPTION (*)	RESTRICTIONS
17 01 01	Bétons.	Uniquement déchets de construction et de démolition triés et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés.
17 01 02	Briques.	
17 01 03	Tuiles et céramiques.	
17 01 07	Mélange de béton, briques, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses.	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et pierres provenant de sites contaminés
20 02 02	Terre et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe

(\*) Annexe II a l'article R. 541-8 du code de l'environnement



Les déchets suivants ne sont pas acceptés pour le remblayage de la carrière :

CODE (*)	DESCRIPTION (*)
10 11 03	Déchets de matériaux a base de fibre de verre
15 01 07	Emballage en verre
17 02 02	Verre
17 03 02	Mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron
19 12 05	Verre
	Les terres provenant de sites contaminés
	Les matériaux de construction contenant de l'amiante
	Les matériaux contenant du bitume
	Terre végétale et tourbe ( <del>et voir circulaire</del> )

Pour tous les autres déchets, le producteur du déchet effectue une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité de stocker ce déchet dans la carrière.

Cette acceptation préalable contient a minima une évaluation du potentiel polluant des déchets par un essai de lixiviation pour les paramètres définis à l'annexe 8 du présent arrêté et une analyse du contenu total pour les paramètres définis dans la même annexe. Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé X 30-402-2. Seuls les déchets respectant les critères définis en annexe 8 peuvent être admis.

7. Avant la livraison ou avant la première d'une série de livraisons d'un même déchet, le producteur des déchets remet à l'exploitant un document préalable indiquant l'origine, les quantités et le type des déchets. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant.

Les déchets apportés en faibles quantités seront acceptés à condition qu'ils appartiennent à la liste présentées au point 6.

8. Avant leur arrivée dans l'installation de stockage, le producteur des déchets effectue une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité de stocker ces déchets inertes et de justifier à leur appartenance à un des déchets de la liste présentées dans le point 6. Pour les déchets autres l'acceptation préalable est celle prévue au point 6.

9. Tout déchet admis fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement. Un contrôle visuel et olfactif des déchets est réalisé lors du déchargement du camion et lors du régalage des déchets afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés. En cas de doute, l'exploitant suspend l'admission et la subordonne aux résultats de la procédure d'acceptation préalable prévue au point 6.

Le déversement direct dans une alvéole de la benne du camion de livraison est interdit sans vérification préalable du contenu de la benne et en l'absence de l'exploitant ou de son représentant. Pour le cas de déchets interdits qui pourraient être présents en faibles quantités et aisément

séparables, l'exploitant doit prévoir des bennes intermédiaires qui accueilleront ce type de déchets dans la limite de 50 m<sup>3</sup> par an. Les déchets recueillis (bois, plastiques, emballages...) sont ensuite dirigés vers des installations d'élimination adaptées dûment autorisées.

En cas d'acceptation des déchets, un accusé de réception est délivré à l'expéditeur des déchets. En cas de refus, l'inspection des installations classées est informée, sous la forme d'un récapitulatif mensuel, des caractéristiques du lot refusé (expéditeur, origine, nature et volume des déchets,...).

**10.** L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- la date de réception, la date de délivrance de l'accusé de réception des déchets délivré au producteur et, si elle est différente, la date de leur stockage ;
- les coordonnées du producteur du déchet ;
- l'origine et la nature des déchets ;
- la référence du document préalable cité à l'article 7 ;
- le moyen de transport utilisé et son immatriculation ;
- le volume (ou la masse) des déchets ;
- la référence permettant de localiser la zone où les déchets ont été mis en remblais sur la carrière ;
- le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre, ainsi que l'ensemble des documents concernant l'acceptation préalable et la réception ou le refus du déchet, sont conservés a minima jusqu'à la survenance du procès-verbal de récolement de la carrière.

### **Fin d'exploitation**

**11.** A la fin de l'exploitation, conformément à l'article R 512-39-3 du Code de l'environnement l'exploitant transmet au préfet un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :

- Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;
- Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;
- En cas de besoin, la surveillance à exercer ;
- Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

Au vu notamment du mémoire de réhabilitation, le préfet détermine, s'il y a lieu, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 512-31, les travaux et les mesures de surveillance nécessaires. Ces prescriptions sont fixées compte tenu de l'usage retenu en tenant compte de l'efficacité des techniques de réhabilitation dans des conditions économiquement acceptables ainsi que du bilan des coûts et des avantages de la réhabilitation au regard des usages considérés.



Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet.

L'inspecteur des installations classées constate par procès-verbal la réalisation des travaux. Il transmet le procès-verbal au préfet qui en adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.

#### **Remise en état du site**

12. Une couverture finale est mise en place à la fin de l'exploitation de chaque tranche. Son modelé devra permettre la résorption et l'évacuation des eaux pluviales compatibles avec les obligations édictées aux articles 640 et 641 du code civil.

Les aménagements sont effectués en fonction de l'usage ultérieur prévu du site (agriculture, milieu naturel...) et notamment ceux mentionnés dans les documents d'urbanisme opposables aux tiers. Dans tous les cas, l'aménagement du site après exploitation doit prendre en compte l'aspect paysager.

ANNEXE N° 8  
à l'Arrêté Préfectoral n° 20013 135.0017 du 15 MAI 2013  
Carrière de la société ....à ... au lieu-dit .....

**CRITÈRES D'ADMISSION DES DÉCHETS INERTES POUR LE REMBLAIEMENT DE  
LA CARRIÈRE**

Le test de potentiel polluant est basé sur la réalisation d'un essai de lixiviation et la mesure du contenu total. Le test de lixiviation à appliquer est le test de lixiviation normalisé NF EN 12457-2 de décembre 2002.

Le test de lixiviation, quel que soit le choix de la méthode normalisée, comporte une seule lixiviation de 24 heures. L'éluat est analysé et le résultat est exprimé en fonction des modalités de calcul proposées dans les annexes des normes précitées.

**Seuils admissibles pour le test de lixiviation**

PARAMÈTRES	En mg/kg de matière sèche
As	0,5
Ba	20
Cd	0,04
Cr total	0,5
Cu	2
Hg	0,01
Mo	0,5
Ni	0,4
Pb	0,5
Sb	0,06
Se	0,1
Zn	4
Chlorures (***)	800
Fluorures	10
Sulfates (***)	1000 (*)
Indice Phénols	1
COT sur éluat (**)	500
FS (fraction soluble)(***)	4000

(\*) Si le déchet ne respecte pas ces valeurs pour le sulfate, il peut encore être jugé conforme aux critères d'admission si la lixiviation ne dépasse pas les valeurs suivantes : 1500 mg/l de concentration à un ratio L/S=0,1 l/kg et 6 000 mg/kg de matière sèche à un ratio L/S = 10 l/kg. Il est nécessaire d'utiliser un essai de percolation NF CEN/TS 14 405 pour déterminer la valeur limite lorsque L/S = 0,1 l/kg dans les conditions d'équilibre initial ; la valeur correspondant à L/S = 10 l/kg peut être déterminée par un essai de lixiviation NF EN 12 457-2 ou par un essai de percolation NF CEN/TS 14 405 dans des conditions approchant l'équilibre local.

(\*\*) Si le déchet ne satisfait pas à la valeur limite indiquée pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai de lixiviation NF EN 12 457-



2 avec un pH compris entre 7,5 et 8. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le COT sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg de matière sèche.

(\*\*\*) Si le déchet ne respecte pas au moins une des valeurs fixées pour le chlorure, le sulfate ou la fraction soluble, le déchet peut être encore jugé conforme aux critères d'admission s'il respecte soit les valeurs associées au chlorure et au sulfate, soit celle associée à la fraction soluble.

#### Paramètres organiques, seuils admissibles en contenu total

PARAMÈTRES	En mg/kg de matière sèche
COT (carbone organique total)	30 000 (*)
BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)	6
PCB (biphényles polychlorés 7 congénères)	1
Hydrocarbures (C 10 à C 40)	500
HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50
(*) Une valeur limite plus élevée peut être admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg de matière sèche soit respectée pour le COT sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.	

**ANNEXE N° 9**  
à l'Arrêté Préfectoral n° *2013135* du *2017* du **15 MAI 2013**  
Carrière de la société .... à ... au lieu-dit .....

**PLAN D'IMPLANTATION DES PIEZOMETRES**

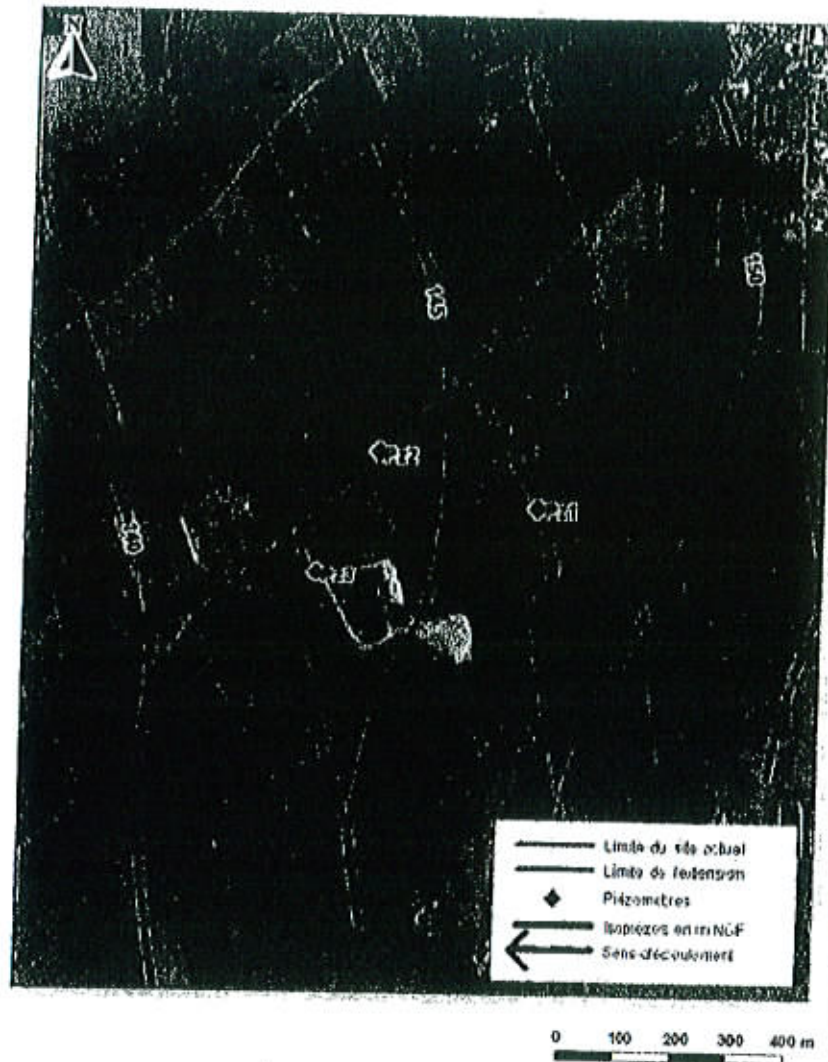


Figure 33 – Suivi de la qualité des eaux souterraines (source : CPGF-HORIZON)





PRÉFET DE LA DRÔME

ANNEXE N° 10

à l'Arrêté Préfectoral N° 2013 135.0017 du 15 MAI 2013  
relative aux GARANTIES FINANCIÈRES

**Carrière de la Société Delmonico Dorel à Anneyron au lieu-dit « Berne et Gragnotte »**

**1. Périodicité**

La durée de l'autorisation est divisée en périodes quinquennales. A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Les schémas d'exploitation et de remise en état, en annexes n°3 et 5 au présent arrêté, présentent les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

**2. Montant**

Le montant des garanties financières permettant la remise en état maximale pour chaque période est fixé à :

Phase 1 2013 - 2018 : 76 203 €

Phase 2 2018 - 2023 : 88 150 €

Phase 3 2023 - 2028 : 84 438 €

Phase 4 2028 - 2033 : 88 419 €

Phase 5 2033 - 2038 : 81 029 €

Phase 6 2038 - 2043 : 82 826 €

Indice TP01 utilisé : 702,3 (septembre 2012).

**3. Acte de cautionnement**

L'acte de cautionnement solidaire est établi conformément au modèle annexé à l'arrêté interministériel du 31/07/2012 et porte sur la durée minimale de 5 ans.

**4. Notification de la constitution des garanties financières**

Avant de débuter les travaux d'extraction, l'exploitant doit adresser au préfet l'acte de cautionnement solidaire établissant la constitution des garanties financières selon le modèle défini à l'arrêté interministériel du 31/07/2012.

**5. Renouvellement des garanties financières**

L'exploitant adresse au préfet et à la DREAL le document établissant le renouvellement des garanties financières pour les montants correspondant à la tranche suivante au plus tard 6 mois avant leur échéance. Il notifie en même temps la situation de l'exploitation et l'achèvement de la fin des opérations de remise en état prévues pour la dernière tranche quinquennale.

**6. Arrêt de l'exploitation**

L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée au plus tard 6 mois avant la date d'expiration de l'autorisation.

L'exploitant notifie à cette date au Préfet, l'arrêt des extractions, conformément aux dispositions de l'article 8.1 du présent arrêté.

La remise en état est achevée au plus tard 3 mois avant la date d'expiration de l'autorisation.



## **7. Modalités d'actualisation du montant des garanties financières**

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte-tenu de l'évolution de l'indice TP01.

Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant. A compter du premier renouvellement des garanties financières, le montant des garanties financières à provisionner l'année n ( $C_n$ ) et devant figurer dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières est obtenu par la formule suivante :

$$C_n = CR \times (\text{Index}_n / \text{Index}_R) \times [(1 + \text{TVA}_n) / (1 + \text{TVA}_R)]$$

Avec :

CR : montant de référence des garanties financières.

$\text{Index}_n$  : indice TP01 au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution des garanties financières.

$\text{Index}_R$  : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé par l'arrêté préfectoral (702,3)

$\text{TVA}_n$  : taux de la TVA applicable au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution des garanties financières.

$\text{TVA}_R$  : taux de la TVA applicable à l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières (0,196).

Lorsque la quantité de matériaux extrait est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état et une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières est subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

## **8. Appel aux garanties financières**

Le préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article L514.1 du code de l'environnement,
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

## **9. Sanctions**

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L514.1.I.3° du code de l'environnement.

Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue après mise en demeure un délit conformément aux dispositions de l'article L514.11 du code de l'environnement.